

Ivry/Seine, le 23/09/25

Ivry salue la reconnaissance de l'État de Palestine par la France. Et maintenant ?

Hier soir, par la voix du Président de la République, la France a rejoint les 148 pays membres de l'ONU ayant reconnu l'État de Palestine, pour la plupart dès 1988. L'Australie, le Canada, le Portugal et le Royaume-Uni s'inscrivent dans cette même initiative.

Cette reconnaissance par notre pays d'un droit fondamental du peuple palestinien – celui de disposer de lui-même – est une revendication portée depuis plusieurs décennies par de nombreuses associations, organisations politiques et citoyen·nes Ivryen·nes. En tant que ville messagère de la paix, à travers des projets de solidarité internationale à Jifna, Jalazone ou encore Jerusalem-Est, la Municipalité se tient aux côtés de ce mouvement. Il s'agit donc d'une étape importante, du point de vue symbolique et juridique, que la Ville salue comme l'aboutissement d'une longue mobilisation populaire.

Cette initiative de la France, longtemps attendue, ne peut cependant pas être décorrélée du contexte d'injustice qu'endurent les palestinien·nes depuis des décennies, et de l'horreur qu'ils traversent depuis près de deux ans. Le génocide à Gaza a déjà fait plus de 250 000 victimes ou blessé·es grave, dont 83% de civil·es. L'état de famine, déclaré il y a un mois par l'ONU, perdure du fait du blocus humanitaire, pendant que l'armée israélienne et l'administration Trump travaillent ouvertement à un plan d'annexion de la bande de Gaza. A Jérusalem-Est, en Cisjordanie, l'arbitraire et l'injustice prévalent quotidiennement pour les palestinien·nes – le gouvernement israélien tentant même de faire des occupations illégales un objet de chantage pour entraver le processus en cours à l'ONU.

A ce stade, cette initiative symbolique de la reconnaissance de l'État palestinien ne suffira donc pas à faire respecter le droit international contre la politique colonisatrice du gouvernement israélien. Elle n'arrêtera pas le génocide à Gaza, ni les annexions illégales. Il faut immédiatement un volet de mesures politiques pour venir effectivement en aide au peuple palestinien.

Obtenir un cessez-le-feu à Gaza et instaurer un embargo immédiat sur les armes, faire cesser les occupations illégales par Israël, ou encore dénoncer les accords de partenariats noués par la France et l'Union Européenne avec Israël : c'est là l'objet des mobilisations qui nous attendent dès demain. C'est par ce genre d'actions, bien plus que par une chasse aux drapeaux ou aux banderoles, que le gouvernement se montrera à la hauteur de ses responsabilités.

Contact presse :

Katell de Gouvello

kdegouvello@ivry94.fr

06 15 65 72 46 – 01 49 60 29 40

www.Ivry94.fr